

L'Occident lance des coups de semonce à Paul Kagame

Le Monde | 10.08.2012 Face à l'ingérence du Rwanda en RDC, les pays occidentaux réduisent leurs aides Par Aymeric Janier L'heure n'est plus à la flagornerie. Ni aux échanges diplomatiques doucereux et policés. Depuis qu'un rapport d'experts des Nations unies, rendu public le 27 juin, a explicitement accusé le Rwanda de déstabiliser la République démocratique du Congo (RDC) voisine par le truchement d'armes, de munitions et de combattants, le "pays des mille collines" est victime d'un désamour patent de la part de ses principaux partenaires occidentaux. Ceux-ci s'indignent du soutien apporté officiellement par l'ex-protectorat belge au Mouvement du 23-mars, groupe de mutins congolais en butte depuis mai à l'autorité de Kinshasa.

Censurant l'armée rwandaise aux termes d'un accord scellé le 23 mars 2009, le M23 issu d'une ex-rébellion en RDC, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) a fini par se retourner contre le président Joseph Kabila, faute d'obtenir les gages souhaités. Le Rwanda se serait d'autant plus volontiers engouffré dans cette brèche qu'il a soutenu naguère le CNDP pour mener, sur le sol congolais, la chasse aux génocidaires et rebelles hutus rwandais auxquels repréparent toujours, à ses yeux, une sérieuse menace. Lasse de ce jeu trouble, une partie de la communauté internationale a décidé de hausser le ton à l'égard du régime de Paul Kagame, lui-même tutsi. La situation, en effet, est critique : au cours des quatre derniers mois, les combats dans l'est du Nord-Kivu zone frontalière du Rwanda et de l'Ouganda, où sont situées les bases du M23 ont contraint plus de 220 000 Congolais à fuir leur domicile, accentuant le déséquilibre qui frappe la région du tourment des Grands Lacs. D'après une étude dévoilée en juin par le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), près de 17,3 millions de Congolais se trouveraient à court d'insécurité alimentaire aiguë. L'INITIATIVE SYMBOLIQUE la fin de juillet, les Etats-Unis ont annoncé les premiers monter crâneau. La diplomatie américaine a ainsi suspendu 200 000 dollars (environ 164 000 euros) d'aide destinés à une colonne militaire. Faut-il y voir une inflexion de la posture adoptée par Washington vis-à-vis de son allié ? "L'initiative américaine est essentiellement symbolique, dans la mesure où les montants en jeu ne sont pas déterminants. L'essentiel de l'appui militaire américain se fait au niveau de la Communauté de l'Afrique de l'Est [organisation qui, outre le Rwanda, regroupe le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Burundi]", souligne André Guichaoua, professeur à l'université de Paris-1 et témoin-expert près le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). "Ce qui, de mon point de vue, est plus significatif, ce sont la déclaration du Congrès américain du 3 août [fustigeant le manque de transparence du gouvernement rwandais, notamment sur son implication en RDC] et les propos tenus par Stephen Rapp, l'ambassadeur itinérant chargé des crimes de guerre au Département d'Etat [lequel a affirmé que les dirigeants rwandais pourraient être poursuivis devant la CPI pour aide et complicité de crimes contre l'humanité dans un pays voisin]", précise-t-il. Les Etats-Unis, en dépit de leurs objurgations, ont fait savoir qu'ils ne retireraient pas leur soutien financier à la formation des troupes destinées à prêter main-forte à l'ONU. Et pour cause : au 30 juin, pas moins de 4571 soldats et policiers rwandais étaient impliqués dans diverses opérations de maintien de la paix à travers le monde soit la sixième plus importante contribution à l'institution onusienne en termes d'effectifs derrière le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde, l'Ethiopie et le Nigeria. Dans la foulée de l'administration Obama, plusieurs Etats européens ont, eux aussi, entrepris ces dernières semaines de rappeler Kigali à l'ordre. Les Pays-Bas ont lancé le mouvement, mettant en suspens une aide de cinq millions d'euros prévue pour soutenir le système judiciaire. La Grande-Bretagne (20 millions d'euros) et l'Allemagne (21 millions d'euros) leur ont emboîté le pas. "Ce faisant, les Européens ont profité de l'opportunité qui leur était offerte pour recouvrer un minimum de dignité diplomatique par rapport à des faits qu'ils connaissent et qui sont documentés. Par le passé, ils ne sont pas intervenus parce que le Rwanda pratiquait un chantage à la déstabilisation de la région. Mais celle-ci s'est aggravée, au point que la situation est devenue intenable", analyse M. Guichaoua. "PILLAGE INSTITUTIONNALISÉ" Ces "suspensions en cascade", fait-il entendre, s'apparentent à un désaveu personnel pour Paul Kagame, longtemps considéré "et porté aux nues" par les bailleurs de fonds étrangers comme le principal architecte du redressement économique du pays après le terrible génocide de 1994 (800 000 victimes). De fait, quelle autre nation d'Afrique peine dix millions d'âmes et au passé si tragique peut se targuer d'avoir connu, au cours des cinq dernières années, un taux de croissance moyen de son PIB de 8,2 % taux qui, aux dires des autorités, aurait permis de tirer un million de personnes de la pauvreté en pleine crise mondiale ? Aujourd'hui, ce succès ne suffit toutefois plus à faire taire les critiques. Aux accusations répétées d'ingérence en RDC, Paul Kagame oppose les dénégations les plus fermes, arguant notamment qu'une telle politique "serait contraire aux intérêts de son pays". "Nous ne fournissons pas une seule balle [aux rebelles congolais]. Nous ne l'avons pas fait et nous le ferons pas", a-t-il assuré. L'argument ne convainc personne. Depuis que le Rwanda a envahi son turbulent voisin, en 1996 et 1998 "chassant, à cette occasion, le dictateur Mobutu Sese Seko", ses élites ont largement profité, et profitent toujours, des richesses minières que recèle le sous-sol congolais (cobalt, cuivre, étain, or). Selon certaines estimations, le fruit de ce "pillage institutionnalisés" rapporterait à Kigali plusieurs dizaines de millions de dollars par an. Une richesse sciemment mise sous le boisseau, qui a aussi son intérêt politique. "Grâce aux canaux parallèles, la nomenclature achète la paix sociale. L'ordre qui règne à Kigali et les aspirations de Kagame à faire du Rwanda le Singapour du continent africain d'ici à 2020 sont financés par ce biais-là", pointe André Guichaoua. ALTERNANCE EN PRÉPARATION En faisant fi des coups de semonce lancés par ses principaux partenaires, le Rwanda accentue cependant son propre isolement et joue une partition délicate.

Diplomatiquement, d'abord, car il brigue toujours un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Financièrement, ensuite, dans la mesure où l'aide étrangère représente près de la moitié de son budget (45 %). Les Occidentaux pourraient-ils finir par rompre tout lien avec leur partenaire ? L'hypothèse, juge M. Guichaoua, est invisable à court terme. "Il n'existe pas dans la région d'autre puissance susceptible d'assurer la cohésion en matière d'ordre et de stabilité. De fait, Kigali a les coudées franches. En outre, tant que Kabila et Kagame n'abandonneront pas clairement leurs cartes sur ce qu'ils attendent de cette nouvelle confrontation, les chancelleries occidentales ne pourront pas aller loin", observe-t-il. Sur le front intérieur, Paul Kagame, au pouvoir depuis avril 2000, a en grande partie perdu son aura d'invincibilité. Ses

opposants, toujours plus nombreux, fustigent un pouvoir "solitaire" et "autoritaire", coupable de multiples violations des droits de l'homme. L'intéressé, lui, s'en défend véhémentement. Reste que beaucoup, mezza voce, travaillent déjà à l'alternance. "C'est aussi la raison pour laquelle les Américains ne sont pas inquiets, conclut M. Guichaoua. D'ailleurs, eux-mêmes ont commencé à préparer les officiers rwandais de demain..."